

A Hong Kong, de précieuses libertés

Le 30 juin 2020, la Chine décidait d'imposer une loi de sécurité nationale pour casser le mouvement de protestation pro-démocratie. Trois ans plus tard, l'autonomie dont devait jouir l'ex-colonie britannique jusqu'en 2047 a été en bonne partie vidée de sa substance.

VÉRONIQUE KIESEL

C'était au printemps 2019 : un mouvement de protestation, d'abord timide, puis de plus en plus étendu et décidé, prenait forme. Les principales artères de Hong Kong étaient, semaine après semaine, envahies de citoyens bravant leurs peurs pour réclamer le retrait d'un projet de loi d'extradition menaçant l'indépendance judiciaire de Hong Kong par rapport à Pékin.

« Comparé à la Chine continentale, nous avons toujours un espace de liberté plus grand », nous expliquait en avril 2019 le jeune militant pro-démocratie Joshua Wong, alors déjà entre deux jugements. « Les journalistes peuvent travailler, nous avons des avocats défendant les droits humains pour nous représenter mais, dans le même temps, les procès politiques deviennent de plus en plus communs. »

Des libertés certes un peu fragiles mais qui, quatre ans plus tard, font figure de paradis perdu. Le mouvement de protestation, qui a mobilisé jusqu'à un tiers de la population de la ville, s'étant, au fil des mois, durci face à la répression. Pékin avait finalement repris les choses en main, non pas en envoyant des chars dans les rues, mais en imposant, le 30 juin 2020, sa Loi de sécurité nationale visant à « prévenir, éliminer et punir » les actes de sécession, de subversion, les activités terroristes et la collusion avec des éléments étrangers.

De quoi porter un coup sévère à la plupart des libertés qui faisaient la spécificité de Hong Kong. Depuis le 1^{er} juillet 1997, Hong Kong avait été rétrogradé à la Chine par le Royaume-Uni, selon le principe d'un pays, deux systèmes », balisé par la Loi fondamentale (Basic Law) qui sert de Constitution à Hong Kong.

Basic Law partiellement neutralisée

« Un certain nombre d'articles de la Basic Law ont été neutralisés, vidés par la Loi de sécurité nationale », decode Eric Florence, chargé de cours en Etudes chinoises à l'ULiège, après avoir dirigé à Hong Kong le CEFC (Centre d'études français sur la Chine contemporaine) de 2015 à 2019. « Notamment les articles garantissant les libertés publiques et l'inviolabilité de la personne, de même que l'article 22 qui établit que le gouvernement central de Pékin ne peut interférer dans les affaires de la Région administrative spéciale de Hong Kong. Or, en juillet 2020, un Bureau de sauvegarde de la sécurité nationale y a été mis en place, composé de 200 fonctionnaires chinois du continent ayant des pouvoirs de renseignement et d'analyse de la menace, et répondant directement au ministère de la Sécurité publique à Pékin. »

Le pouvoir a également réactivé de vieilles lois coloniales, punissant notamment la sédition. Depuis une large série d'arrestations en janvier 2021, la quasi-totalité de l'opposition est soit exilée, soit en prison. Cette vague de répression touche aussi bien les leaders des partis localistes, profondément accrochés à leur identité hongkongaise et farouche-



Le 4 juin 2018, comme chaque année à cette même date, des dizaines de milliers de citoyens de Hong Kong rassemblés à Victoria Park commémoraient à la bougie la sanglante répression de la mobilisation de la place Tiananmen à Pékin, le 4 juin 1989. © AFP.

ment opposés à Pékin, que les grandes figures historiques du camp pro-démocratie qui avaient contribué à élaborer les principes de l'autonomie de Hong Kong.

« Hong Kong a été longtemps un exemple en termes d'ouverture et de respect de l'Etat de droit dans la région mais, désormais, elle est en rivalité avec d'autres hauts lieux asiatiques pratiquant la répression et mettant les opposants politiques en prison », déplore Maya Wang, chercheuse sur la Chine chez Human Rights Watch.

La répression, précise Human Rights Watch, « efface ces droits civils et politiques longtemps protégés à Hong Kong. Les autorités ont ouvert des lignes téléphoniques invitant des informateurs à rapporter des comportements suspects. Les responsables de Hong Kong et Pékin ont créé un climat de peur dans le public ».

Déradicaliser les adolescents

La répression frappe aussi des adolescents ayant participé aux manifestations de 2019 : le Département des services correctionnels (CSD) de Hong Kong a ainsi mis en place un programme de « déradicalisation » destiné aux moins de 21 ans. Selon le *Washington Post*, ce programme avait, fin avril, accueilli 871 jeunes détenus, 70 % d'entre eux ayant été inculpés pour des faits en lien avec le mouvement de protestation. Certains n'avaient que 14 ans.

Officiellement, il s'agit d'aider ces jeunes à « corriger leurs valeurs erronées » pour qu'ils « regrettent leurs actions passées », selon les mots du directeur du CSD, Wong Kwok-hing. Mais un ancien détenu a raconté au *Washington Post* avoir eu le sentiment qu'il allait « passer le reste de sa vie en prison, surveillé, opprimé, réduit au silence », et qu'il avait subi un « lavage de cerveau 24 heures sur 24 ».

« Le secteur judiciaire résiste tant bien que mal aux pressions politiques de Pékin », reprend Eric Florence, « mais, pour tout ce qui concerne la "sécurité nationale", malgré les efforts des avocats, les taux de condamnation sont de 90 à 100 %. Et les juges en charge des procédures liées à la Loi de sécurité nationale sont directement nommés par l'exécutif ».

Début mai, les autorités ont par

ailleurs amendé la législation pour interdire aux avocats étrangers de plaider dans les affaires de sécurité nationale.

Un îlot de libertés économiques

La perspective est assez différente quand on aborde le monde des affaires.

« La liberté économique de Hong Kong avait été mise à mal par les difficultés politiques et surtout les manifestations qui bloquaient le fonctionnement de la ville. Le monde du business avait besoin que les choses se règlent », précise Patrice Thys, directeur belge d'Asia Euro Consultancy, basé à Hong Kong. « Certes, la Loi de sécurité a entraîné un resserrement au niveau politique mais, au niveau business, la liberté est la même qu'avant pour travailler ou rapatrier des bénéficiaires vers d'autres juridictions. »

« La propriété, privée et intellectuelle, est reconnue, les chambres de commerce fonctionnent, les relations avec les ministères de l'Economie et des Finances sont au beau fixe », poursuit Thys, qui est aussi président de la Chambre de commerce belgo-luxembourgeoise à Hong Kong. « Et en cas de litige, le système judiciaire commercial continue à être totalement lié au droit anglais avec la même jurisprudence, sans aucune influence du droit chinois des affaires. »

« Sa géolocalisation et sa connectivité avec la Chine continuent de faire de Hong Kong l'un des principaux centres financiers et commerciaux mondiaux », ajoute Francis Heymans, directeur général de Syncicap Asset Management (joint-venture à Hong Kong de Degroof-Petercam). « Les opportunités d'emploi dans les secteurs de la finance, de la banque, de l'assurance, du commerce, de la logistique, de la R&D (recherche et développement, NDLR) et de la culture y sont nombreuses. Et au niveau académique, Hong Kong abrite cinq universités du top 100 mondial. Y être et y travailler est tout simplement évident pour des entreprises de toutes tailles. »

Si les universités de Hong Kong conservent un bon niveau, le nouvel environnement politique et judiciaire complique cependant la vie sur les campus car il peut créer un sentiment d'insécurité chez les professeurs et étudiants, tout en rétrécissant les thématiques sur

lesquelles les chercheurs peuvent travailler.

Deux journaux liés au gouvernement, « *Ta Kung Pao* et *Wen Wei Po*, ont lancé récemment une campagne de terreur contre des universitaires accusés de cultiver des sympathies en faveur de l'indépendance, et contre le principal organe de financement de la recherche, le Research Grants Council, pour avoir financé des recherches sur les mouvements localistes et pro-démocratie », explique Peter Baehr, professeur d'université britannique qui a enseigné pendant plus de 20 ans à l'Université de Lingnan à Hong Kong. Certains des chercheurs ciblés auraient préféré s'exiler en urgence.

Censure et autocensure

Contrairement à ce qui se passe en Chine continentale, les réseaux sociaux occidentaux (WhatsApp, Facebook, Twitter...) sont très utilisés à Hong Kong. Et les journaux étrangers sont disponibles en ligne. Mais, pour les médias locaux, la liberté de presse n'est plus qu'un souvenir.

« En 2021, deux grands médias indépendants, *Apple Daily* et *Stand News* ont été fermés par les autorités », explique Cédric Alviani, directeur du bureau Asie de l'Est pour Reporters sans frontières. « Et plus de cinq autres titres ont cessé leurs activités par crainte de représailles. Alors que la Loi fondamentale de Hong Kong consacre les libertés d'expression, de la presse et de publication, la Loi de sécurité nationale sert de prétexte pour bâillonner les voix indépendantes au nom de la lutte contre le terrorisme ou la sécession. Et en raison de sa formulation ambiguë, cette loi semble pouvoir s'appliquer à tout journaliste écrivant sur Hong Kong, qu'il réside ou non sur le territoire. »

« Le 14 mai dernier, Zunzi, le plus célèbre caricaturiste politique de Hong Kong, actif depuis plus de 40 ans, qui publiait désormais ses dessins dans le quotidien *Ming Pao*, a dû arrêter son activité pour raisons politiques », précise Eric Florence. « On assiste aussi à un autre type de censure : 40 % des livres considérés comme touchant à la politique ont été retirés des bibliothèques de Hong Kong. Et une large partie des associations de la société civile, très actives il y a peu, ont été dissoutes ou ont préfé-

Hong Kong en bref

Colonie britannique pendant 155 ans, Hong Kong a été rétrogradée à la Chine en 1997. L'accord conclu entre Londres et Pékin prévoyait que cette région conserve un haut degré d'autonomie pendant 50 ans selon le principe « un pays, deux systèmes ». Elle dispose d'une Loi fondamentale lui garantissant un système politique et judiciaire différent de celui de la Chine continentale. Ces dernières décennies, un fort sentiment d'appartenance à Hong Kong a grandi dans la population, avec une volonté d'approfondir le système démocratique. En 2019, un large mouvement rejetant une loi d'extradition avec Pékin a mobilisé dans la rue pendant des mois jusqu'à un tiers de la population. Le 30 juin 2020, la Chine a imposé une loi de sécurité nationale sévère, qu'elle a utilisée pour réprimer tout élan pro-démocratie. v.k.

